

Programme Populaire Partagé

Quelle autre utilisation de l'argent ?

P3

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 909

10 mars 2011

prix: 0,70 €

Sarkozy :



La stratégie qui fait monter le FN

■ Laïcité

Sarkozy stigmatise
les musulmans

P 2

■ Cantonales

PCF : Des candidats et un
projet pour le département

P 3

■ Temps de campagne

Le paradoxe de l'apolitisme
en milieu rural et périurbain

P 6

■ 8 mars

Une journée contre
les discriminations faites
aux femmes plus que
jamais d'actualité

P 7

■ Jeunesse communiste



De retour du festival mondial
de la jeunesse
en Afrique du Sud

P 8

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de
Loire-Atlantique, ce sont des
milliers d'abonnés ou de lec-
teurs occasionnels.

Abonnements, diffusion mili-
tante :

**Participez à la diffusion
des Nouvelles de Loire-
Atlantique !**

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Ça continue

Après Michèle Alliot-Marie, François Fillon, voilà que la plume de Sarkozy, Henri Gaino, a lui aussi passé ses vacances dans une dictature : en Lybie. Si le séjour du conseiller spécial de Sarkozy s'est réalisé à titre privé, il n'en demeure pas moins que **les membres du gouvernement ont des destinations de vacances pour le moins étranges.**

Surprise

Kadhafi se dit surpris d'être abandonné par les pays occidentaux dans son combat contre les forces terroristes. Si le colonel libyen ne manque pas de culot en comparant les manifestants à des terroristes, **il doit tout de même se sentir lâché par certains de ses amis** qui encore il y a peu lui seraient la main sur le perron de l'Élysée.

Radineries

La mode semble être aux petites économies et à la chasse aux acquis. C'est au tour des salariés et des retraités d'EDF d'en faire les frais, 300000 d'entre eux pourraient à l'avenir ne plus bénéficier du tarif « agent ». La société compte réaliser une économie de 2,5 milliards d'euros, tout cela pour faire face à la concurrence... libre et non faussée !!! **L'ouverture au marché concurrentiel c'est des factures plus élevées pour les usagers et la perte d'acquis pour les salariés.**

Vive les bas salaires !!!



Pour François Fillon, « l'instrument le plus efficace » contre le chômage serait l'allègement des charges sur les bas salaires !!! Le premier ministre propose même d'"aller plus loin" avec "l'intégration" de ces allègements dans le barème des cotisations sociales. **C'est encore une prime aux bas salaires que nous propose ce gouvernement à l'écoute du Medef.** Pendant qu'une minorité s'enrichit, les français doivent continuer à trimer pour trois fois rien

Travailler ça réchauffe

Faute de moyen, en janvier dernier, un français sur dix se serait insuffisamment chauffé !!! Fort heureusement Sarkozy et Fillon ont la solution : Travailler plus pour gagner moins, et travailler toujours plus pour ne pas prendre froid !!!

Gogo

La révolte dans les pays producteurs de pétrole fait monter le prix du baril. **Pendant que Total et ses amis engrangent les profits c'est encore le consommateur qui va payer l'ardoise, vive le profit !!!**

Point de vue

par Véroïque MAHÉ

La majorité gouvernementale a fait un choix, celui du camp de la finance, de la spéculation et des fortunés. Démolition de la retraite à 60 ans, attaques contre les collectivités locales, mise en place de budgets d'austérité dans tous les domaines de la vie publique, **l'exigence de justice sociale est sans cesse bafouée par la politique d'un gouvernement de droite** qui reste sourd.

Les élections cantonales des 20 et 27 mars prochain, dernier rendez-vous électoral avant 2012, ont une importance réelle car elles doivent être la concrétisation, dans les urnes, de l'espoir né avec les dernières grandes mobilisations sociales.

Elles ont également un autre enjeu : celui de la démocratie de proximité. Avec la réforme des collectivités territoriales et la création en 2014 des conseillers territoriaux siégeant à la fois à la Région et au département, la droite veut mettre un point final aux structures de démocratie locale et aux solidarités territoriales.

Une des conséquences de la crise est l'aggravation de la pauvreté et de la précarité. Pour seule réponse, la droite étrangle financièrement les départements avec des transferts de compétences sans compensation totale, étranglement renforcé par la suppression de la taxe professionnelle. Concrètement, c'est moins de services rendus à la population en matière d'insertion sociale et professionnelle,

Concrétiser dans les urnes, l'espoir né avec les dernières grandes mobilisations sociales.

d'aide au logement, de prises en charge des personnes âgées ou handicapées, c'est une réduction des subventions allouées aux associations.

Face à cette réalité, les communistes de Loire-Atlantique veulent mobiliser pour l'emploi et la formation avec la mise en place d'un Comité départemental de l'emploi et en soutenant les activités aéronautiques, portuaires et de construction navale, sans oublier l'emploi public. Nous voulons un département plus solidaire qu'il s'agisse de l'accueil de la petite enfance, de la reconnaissance des droits des personnes handicapées ou des services aux personnes âgées. Nous avons une véritable ambition de réussite scolaire et d'accès aux savoirs pour tous les jeunes allant à l'encontre de la politique inégalitaire de l'Etat. Alors que pour beaucoup, se loger devient une galère, nous affirmons que se loger est un droit et nous n'acceptons pas que le logement social soit sacrifié. A ceux qui affirment que « la culture, c'est pour les gens cultivés », nous affirmons notre choix pour que les cultures diverses soient reconnues et puissent être partagées entre toutes et tous.

OUI, nos candidates et candidats ont la volonté de relever tous ces défis et de préserver l'avenir. Ensemble, faisons du Département un rempart social et démocratique !



Un calcul dangereux

Le mouvement de libération des peuples arabes n'en finit pas de secouer la communauté internationale. Non seulement les gouvernements occidentaux découvrent le sens du mot « liberté » pour ces peuples après des décennies de soutien politique à des régimes autocrates mais leurs principales préoccupations semblent relever de leurs propres intérêts géopolitiques et économiques. Ainsi, l'hôte de l'Élysée dépêche à Tunis sa ministre des finances sans doute pour s'assurer que les bonnes affaires réalisées par l'abaissement du coût du travail ne souffrent pas.

Pendant ce temps, des

dizaines de milliers de réfugiés affluent aux frontières libyennes avec la tension et la crise humanitaire qui guette. Ces travailleurs immigrés et/ou clandestins qui fuient la violence d'un régime en déliquescence s'entassent dans des conditions indignes. C'est bien là, aux limites égyptiennes que se situent les vrais et tragiques « flux migratoires » brandis comme une menace dans le discours pathétique de Nicolas Sarkozy à la télévision. Des actes ? Encore une fois, le gouvernement reste aux abonnés absents. Les « urgences » du chef de l'Etat sont ailleurs. Le chanoine de Latran préfère évoquer encore une fois « les racines chrétiennes » de la France d'avant la révolution de 1789. La prise en otages des « musulmans de

France », et derrière eux tous les immigrés, pour chasser sur les terres de l'extrême droite en même temps qu'il la promote, est un calcul des plus dangereux pour le pays et pour son peuple à l'horizon 2012.

L'interpellation du président de la conférence épiscopale dans un discours lancé à la foule des croyants résonne encore aux oreilles de tous ceux qui, à gauche, veulent se hisser au niveau des changements profonds qui doivent advenir en France : « p o u v o n s - n o u s prendre notre parti de



l'écart croissant entre les citoyens qui jouissent de la sécurité des droits sociaux et ceux qui sont lentement marginalisés et poussés à l'exclusion ? De quel prix payons-nous nos sécurités ? ou plutôt à qui les faisons-nous payer ? Comment supporter que le débat politique se dévale dans une surenchère d'injures sur les questions les plus graves ? »

De vous à moi...

Il semblerait que notre bon président raffole des allocutions télévisuelles et des remaniements ministériels. A peine quinze jours après son passage sur TF1 et ses deux heures de plats débats, voilà que le petit prince en moins de sept minutes **c'est attelé à faire frémir la France.**

Pourtant, il entamait son allocution par quelques douceurs rassurantes : « à peine la crise semble-t-elle s'estomper » glissait-il sans broncher !

Entendez-vous cela !!! La crise semble s'estomper !!! Pffuit, comme par magie, fini la

crise !!! Première nouvelle, premier mensonge et le pire est à venir.

En effet, à peine rassuré par cette nouvelle d'une crise qui n'est presque déjà plus (qui s'estompe !!!), voilà que notre président, au regard des révolutions dans les pays arabes, annonce qu'il procède à un remaniement ministériel pour « protéger le présent des français » et que cela entraîne une « réorganisation qui concerne notre diplomatie et notre sécurité ».

A ce moment-là, c'est la chocotte ! Au 26 février, tout allait bien, la crise s'estompait et le 27 au soir,

badaboum, attention, la France, l'Europe et le reste du monde tout entier sont menacés par les conséquences de révolutions aux « dénouements incertains ».

Les fonctions régaliennes insistent Sarkozy, « sont préparées à affronter les événements à venir », à savoir : un flux migratoire incontrôlable et le terrorisme. **Tremblez français !!! Demain, c'est l'invasion et la terreur !!!** Oui, certainement, Sarkozy a raison, c'est à travers ses propos l'invasion des idées d'extrêmes droite et la terreur inspirée par la bêtise !

VITE LU VITE DIT

Gratuité des transports

Les transports publics gratuits peuvent-ils figurer dans les engagements de la gauche en 2012 ? Telle était la question posée par les communistes de St-Nazaire dans le cadre d'un débat pour la construction d'un programme populaire et partagé. Jean-Marc Coppola était l'invité de ce forum, dans la communauté d'Aubagne où il est élu les bus sont gratuits depuis plus d'un an et à la région PACA les TER sont gratuits pour les lycéens, les apprentis et les étudiants. Une question de la gratuité qui pose celle des financements. Pour Christian Saulnier qui livrait quelques chiffres, pour lui, sans appel : « Les recettes voyageurs de la STRAN c'est 2 millions d'euros. [...] Une augmentation de 1% du versement transport rapporte 1 million de recettes [...]. Reste à garantir une offre de transport la meilleure possible aux usagers. La gratuité des transports, les organisateurs du forum souhaitent que les citoyens s'emparent de cette idée pour la faire avancer dans les institutions.

Huma Café

Après la Journée Internationale des Droits des Femmes, l'Huma-café ouvre son volet culturel sur le Printemps des Poètes et vous invite à venir écouter la voix multiple des

SOUFFLEUSES DE VERS, Femmes, Rebelles et Poètes ...

Parfois oubliées ou méconnues, souvent censurées. Des paroles pourtant essentielles, tendres, graves, rieuses, sulfureuses. Des poèmes souvent subversifs, écrits pour être dits ou chantés que Josy MAZÉ, venue d'Alès, où elle anime « La clé des chants », une émission de Radio-Grille-Ouverte nous donne à entendre, à comprendre et à partager.

JEUDI 24 Mars

18h
au Salon de Musique

Programme Populaire Partagé Pour une autre utilisation de l'Argent

Le 3 février dernier, à l'occasion du débat pour une autre utilisation de l'argent, la fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français recevait Alain Bocquet, député communiste du Nord

sur l'importance du combat des syndicalistes



pour une journée marathon. A peine arrivé à Nantes il rencontrait des syndicalistes d'airbus, de la SNCF, de la fonction publique territoriale, d'EDF ainsi que Marie Claude Robin, secrétaire de L'UD CGT44 afin de prendre connaissance des préoccupations des militants du département. De nombreux sujets ont été évoqués lors de cette rencontre durant laquelle le député communiste à largement insisté

dans leurs entreprises ou leurs collectivités pour créer le rapport de force nécessaire et peser sur les institutions.

Après cette première rencontre le député s'est rendu en mairie de Nantes où il a échangé avec Jean-Marc Ayrault et une quinzaine d'élus communistes du département. Pour enfin, avant le débat sur l'utilisation de l'argent, rencontrer les lecteurs de son livre : *Un Marx et ça repart*.

■ DÉBAT

A. Bocquet : « En finir avec le règne de l'argent roi »



Autour d'Alain Bocquet, député communiste du Nord, de Patrick Mareschal, président PS du Conseil Général de Loire-Atlantique, de Jean-Philippe Magnen, Vice-Président EELV du Conseil Régional des pays de la Loire, de Philippe Denis, président de la commission de suivi des fonds publics à la région, de Denis Durand, économiste et syndicaliste et d'Aymeric Seasau, conseiller régional communiste, près de 80 personnes se sont retrouvées pour débattre d'une meilleure utilisation de l'argent. Un argent entre les seules mains des actionnaires et des banquiers et qui ne profite pas à l'ensemble de la société. Parmi les questions abordées par les intervenants ou posées par le public, celle de la répartition des richesses, du rôle des banques, de la fiscalité, du contrôle citoyen de l'utilisation de l'argent par les différentes institutions (banques, entreprises, collectivités...)

Les deux premières contributions au débat furent celles de Jean-Paul Rica, syndicaliste de la fonction publique territoriale (FTP) déplorant le désengagement

financier de l'Etat, la casse du statut de la FTP et la mise en place d'un management identique au privé et de Nathalie Denis, Syndicaliste à MHS, entreprise victime d'un patron voyou.

Si l'ensemble des intervenants se sont accordés sur la nécessité de réorienter l'argent les solutions, elles, divergent. Quand Patrick Mareschal souhaite que le capitalisme ne puisse s'emparer des services publics, Denis Durand rappelle quant à lui que cela ne sera pas suffisant, qu'il faut changer le système. Quand Jean-Philippe Magnen rappelle que tout ne peut passer par la seule régulation, Alain Bocquet insiste sur le pouvoir des citoyens, des syndicalistes.

Dans la pratique, à la région des Pays de la Loire, Philippe Denis revient sur le rôle de la commission de suivi des fonds publics qui vient de demander à l'entreprise Bobcat de rembourser les 50000 euros que la région lui avait versé alors que celle-ci avait détruit 124 emplois, une première pierre apportée au contrôle et à la maîtrise citoyenne de l'argent.

■ Rencontre

A l'issue du débat de Nantes sur l'utilisation de l'argent NLA a rencontré Alain Bocquet, député communiste du Nord et Denis Durand, Membre du Conseil Economique et Social et syndicaliste à la Banque de France.

Alain Bocquet

NLA : Comment en finir avec ce système de l'argent roi ?

Alain Bocquet : Nous sommes aujourd'hui dans le totalitarisme de l'argent, un argent qui ne profite qu'à une minorité. Nous sommes dans un monde capitaliste qui marche sur la tête et tout le problème est de le remettre sur ses pieds. L'argent doit être un outil de transformation sociale, de développement durable et pour ce faire, il faut qu'il soit maîtrisé par la puissance publique et par les citoyens. Par exemple, au niveau des entreprises, les richesses sont réalisées collectivement, il est anormal que ce soit les seuls actionnaires, assoiffés de dividendes, qui décident du jour au lendemain de la vie ou de la mort d'une entreprise. La nécessité d'une gestion partenariale, collective entre les actionnaires - qui sont propriétaires - et les représentants des salariés, les élus locaux est nécessaire. C'est une idée moderne qui devrait s'appliquer si l'on ne veut pas s'enfoncer dans la crise sociale. En France, 8 millions d'individus vivent en dessous du seuil de pauvreté, 6 millions et demi gagnent moins de 750 euros par mois et je parle là de salariés ! On ne peut continuer dans cette voie, il y a là, nécessité de construire une autre société, une société du bonheur commun c'est à dire dépasser le règne de l'argent et du sys-

tème capitaliste. Cela passe par une construction large, un rassemblement large de tous les citoyens et les communistes ont une place de choix à prendre dans ce combat collectif.



NLA : Peux-tu nous dire quelques mots sur la commission d'enquête parlementaire que tu présides ?

A.B. : Elle concerne l'activité des industries ferroviaires, c'est-à-dire des entreprises qui fabriquent les voitures de chemin de fer, les TER, les TGV, les wagons de fret... C'est une industrie qui a une grande histoire dans notre pays avec des inventions formidables (le TGV), et qui est aujourd'hui menacée. Le point de vue court termiste des grands groupes du ferroviaire vampirisent les sous-traitants, voir même, leur créé des conditions telles qu'ils sont contraints de fermer boutique et de licencier pour aller sous-traiter à l'étranger. C'est à partir de là qu'est né l'idée d'une commission d'enquête, d'autant plus que l'essentiel des commandes de ces groupes ferroviaires sont des commandes publiques (les régions, la RATP, la SNCF) et il n'est pas normal que l'argent des usagers serve à créer des poches de chômage.

Denis Durand

NLA : Comment réorienter l'utilisation de l'argent, avec quel outil fiscal pour qu'il soit utile à l'ensemble de la société et non accaparé par une minorité ?

Denis Durand : La fiscalité, les impôts servent à financer les dépenses publiques et à redistribuer les richesses par des effets de progressivité. Mais le plus important c'est que l'utilisation de l'outil fiscal serve à peser sur les comportements des acteurs économiques, sur la façon dont les entreprises utilisent leurs profits et dont les banques orientent leurs crédits. Par exemple, quand on propose d'instaurer une modulation de l'impôt sur les sociétés pour favoriser les entreprises qui créent des emplois, qui font de la formation et pénaliser celle qui font de la finance, c'est une utilisation de la fiscalité très puissante parce qu'elle joue sur la façon de produire les richesses. Restaurer une fiscalité du capital en réformant la T.P. c'est obliger les entreprises à modifier leur façon de produire et là encore, à favoriser l'emploi, la formation et pas seulement les profits.

NLA : Et comment influencer sur les Banques ?

D.D. : L'essentiel, est de mettre les banques sous pression. Par exemple, on pourrait mettre en place un pôle financier public dans lequel on trouve des banques publiques, des banques nationalisées, des institutions financières d'état ou mutualiste qui travaillent ensemble pour donner l'exemple et financer en priorité des projets vertueux. Il est aussi possible de s'appuyer sur l'action des collectivités territoriales pour qu'elles puissent dire aux banques, si vous allez dans le bon sens, celui du développement des territoires, nous pouvons contribuer en utilisant nos outils d'intervention économiques comme les garanties d'emprunt ou les bonifications d'intérêt. C'est une façon d'avoir une prise sur ce pouvoir énorme qui paraît hors de portée, qui est celui de l'argent. En faisant cela on peut influencer le comportement de la BCE elle-même.



Le dossier.

Cantoniales 2011

Ensemble, donnons de la force à la gauche

■ Un projet au service des citoyens

A l'heure où la crise économique, sociale et politique n'en finit pas de se prolonger et où le pouvoir lui-même semble pris au dépourvu, les élections cantonales sont le dernier scrutin populaire avant les élections présidentielles. Loin de voir en ces élections un échauffement avant l'échéance de 2012, **les communistes ont fait le choix de se concentrer sur le projet pour préserver nos départements et construire ainsi des conseils généraux au service des populations et du progrès social.**

Alors que les médias ne pipent pas mot sur le prochain scrutin, les candidats présentés par le P.C.F souhaitent faire barrage à la réforme territoriale voulue par Sar-

kozy. L'enjeu est essentiel, en supplantant l'échelon départemental, **nous assistons ni plus ni moins à un coup d'état contre nos collectivités et à une recentralisation unique en son genre. Les départements sont pourtant des maillons essentiels de la chaîne de la solidarité nationale et de la démocratie de proximité.**

Les communistes ont ainsi lancé un appel pour changer la vie en Loire-Atlantique autour de 10 propositions clefs concernant le logement, la formation, l'éducation etc. Cependant la préoccupation première des français reste le chômage et la précarité, **les candidats présentés par le PCF proposent ainsi la création d'un comité départemental pour l'em-**

ploi chargé d'œuvrer à la création et au développement de l'emploi dans le département, tout comme la mise en place d'une commission de contrôle des fonds publics pour utiliser les deniers publics autrement et de façon efficace et responsable. Leurs propositions qui se déclinent également dans le domaine des institutions, des infrastructures et de l'environnement constituent la colonne vertébrale d'un projet porteur d'espoir et au plus près des préoccupations de chacun. Faire du département un rempart aux politiques de Sarkozy et permettre ainsi la construction de nouvelles solidarités, voici en substance le message que les communistes adressent aux citoyens !



Ensemble DONNONS DE LA FORCE À LA GAUCHE

Peullette BRIAUD Yves BLAIS

10 PROPOSITIONS POUR GAGNER À GAUCHE & CHANGER LA VIE

PCF

Ils ont dit !

■ Roger DAVID

Conseiller général communiste du canton de Montoir de Bretagne

L'élection des Conseillers généraux a la particularité, notamment pour ce renouvellement, d'être à la fois une élection purement locale, mais aussi un scrutin avec des enjeux nationaux. Ces assemblées locales gèrent, depuis les dernières lois de décentralisations, de plus en plus de domaines de notre vie quotidienne. De notre tendre enfance jusqu'à notre fin de vie nous pouvons être en lien avec leurs services, que ce soit pour : la protection de l'enfance, les collèges, le droit au logement, les transports scolaires ou réseau lila, les secours et l'incendie, les besoins des personnes âgées et ou handicapées. S'ajoutent à ces dépenses quotidiennes les investissements propres, voiries collèges etc. ou les aides octroyées aux communes et intercommunalités. Au total pour 2011 un budget de 1,170 Milliard d'€ qui s'équilibre en recettes et dépenses. C'est une particularité importante pour les collectivités locales qui doivent voter des budgets en équilibre.

Autant de sujets qui intéressent notre quotidien méritent que l'on regarde de très près à qui l'on confie un budget aussi important. Depuis le renouvellement de 2004 le conseil général de Loire-Atlantique est géré par une

majorité de gauche, avec un Conseiller général Communiste. Des étapes importantes ont été franchies dans le cadre de la politique sociale ou de l'accompagnement des territoires avec des aides accordées en fonction des besoins de ces derniers. L'intérêt des habitants de notre département est bel et bien de renforcer cette politique en l'orientant fortement à gauche et pour cela les candidats et candidates présentés par le Parti Communiste Français présentent les meilleurs garanties, notamment en terme de respect des engagements pris devant les électrices et électeurs. Cette élection est aussi une belle occasion pour dire clairement au Président de la République et à son gouvernement relooké que nous rejetons leur politique anti sociale, toute orientée vers la satisfaction des intérêts des représentants des banques et des profits au détriment de l'emploi et du pouvoir d'achat. C'est aussi le moment de rappeler, bulletin de vote à la main que nous rejetons le recul de la retraite à 62 ans et toutes les mesures contenues dans cette loi. C'est le moment de rappeler notre hostilité aux diverses privatisations et à leurs conséquences sur le pouvoir d'achat, l'emploi, ou la sécurité des services abandonnés au privé, la casse de notre système d'enseignement, de la justice, de l'appauvrissement du monde agricole.

Voter pour sanctionner et ouvrir de nouvelles perspectives. Oui nous devons en

premier lieu sanctionner ce Gouvernement et ses candidats qui n'osent même plus se présenter sous son étiquette tant cette dernière est lourde à porter. Il nous faut aussi préparer l'avenir, en renforçant les forces qui donnent des perspectives pour les échéances de l'année prochaine. Les candidats du Parti Communiste Français, engagés dans la construction du Front de gauche présentent toutes les garanties du vrai changement. Ces candidates et candidats sont à votre disposition pour muscler la majorité du Conseil général afin que celle-ci soit plus forte sur sa gauche pour notamment exiger avec vous les 500 Millions d'€ que l'État doit au département au titre des insuffisances de compensations financières sur les transferts de responsabilités depuis 2004. Les 20 et 27 mars nous devons ensemble battre la droite en renforçant les candidats du Parti Communiste Français porteur d'aspirations de tout un pays qui souhaite un véritable changement de politique économique et social.



■ Catherine JOSSE Canton de Nantes 3

Sensibilisée dès mon enfance aux valeurs de gauche et ayant au cours de ma vie personnelle traversé des épreuves difficiles qui m'ont amené à vivre le chômage d'un conjoint, le surendettement, la pauvreté, j'ai voulu lutter contre ces formes de déshumanisation. Il m'a semblé alors évident que le Parti Communiste répondait à mon attente, **en replaçant au cœur de chaque problématique économique et environnementale, l'homme en tant que travailleur, citoyen et acteur engagé dans la lutte des classes.**

Aujourd'hui, il est plus que temps de rentrer en résistance, à l'heure, où tant de peuples se libèrent, à l'heure où les droits acquis par

nos parents, après des années de combat, sont remis en question par un gouvernement cynique et offensif.

Parce que nourrir la planète, apporter à chacun santé, éducation, logement, et information devraient constituer notre première revendication, en tant qu'humain.

Parce que défendre l'emploi, réindustrialiser, préserver les terres agricoles, investir dans la recherche, restent plus que jamais les priorités des communistes français, je suis fière de porter leurs couleurs à Nantes, aux élections cantonales de 2011.



■ Pedro MAIA Canton de Riaillé

Nous nous engageons sur le canton de Riaillé pour porter une politique de solidarité face à **une politique de la droite insupportable, qui se traduit par la dégradation des conditions de vie** de chacun d'entre nous : les salaires stagnent, le chômage augmente, l'accès à la santé et à la protection sociale se dégrade, les services publics sont démantelés.

Le chef de l'Etat et son gouvernement veulent aller plus vite et plus loin. Avec 3,3 milliards de cadeaux fiscaux pour les plus riches ils ont choisi leur camp, ce n'est pas le nôtre, il faut les battre !

Pour y arriver, **il y a besoin des rassemblements les plus**

larges à gauche. C'est tout le sens de ma candidature soutenue par le Parti communiste, le parti socialiste et la majorité départementale.

Pour répondre à la situation économique difficile que nous traversons nous proposons un projet utile pour notre canton, son développement économique, l'amélioration de ses infrastructures, notamment routières, la défense d'une agriculture paysanne respectueuse de l'environnement, le développement des services publics, le renforcement des solidarités intergénérationnelles et la valorisation de son patrimoine naturel.



Cantoniales 2011

Les candidat(e)s présenté(e)s ou soutenu(e)s par le PCF

Le PCF présente pour les prochaines élections cantonales des 20 et 27 Mars 2011 des candidats dans 29 cantons renouvelables. Issus d'un large rassemblement, notamment en direction du monde syndical et associatif, ils seront les porte-voix d'un projet alternatif, porteur d'espoir et en rupture avec les logiques libérales imposées aujourd'hui par la droite.

Aigrefeuille-sur-maine

Fabienne Cailleau
Daniel Leroy

Ancenis

Anna Barret
Claude Gaudin

Blain

Nawel Hadjadj
Jacques Gachet

Carquefou

Alain Bourdeau
Sevim Fontaine

Clisson

Francis Gilbert
Karine Pineau

Derval

Yves Blais
Paulette Briaud

Guéméné-Penfao

Michel Leloup
Roseline Percevault

Herbignac

Marc Bernardeau
Claudie Rollin

La Baule-Escoublac

Françoise Cabon
Lionel Morice

Loroux-Bottereau

Emmanuelle Bellettre
Gilles Le Puil

Nantes-3

Catherine Josse
Raymond Lannuzel

Nantes-5

Marie Annick Benatre
André Maurice

Nantes-7

Marc Berland
Brigitte Euzenot

Nantes-9

Jean Jacques Moreau
Pascale Robert



Nantes-11

Isabelle Huchet
Robin Salecroix

Nort sur Erdre

Nathalie Thomas
Marc Pacaud

Orvault

Christophe Lancien
Nathalie Raballand

Paimboeuf

Didier Broucke
Perrine Jacotin

Pornic

Gauthier Lorthois
Marie-Christine Delahaie

Riaillé

Pedro Maia
Juliette Bisson

Rougé

Nathalie Denis
Jean-Pierre Le Bourhis

Saint Etienne de Montluc

Michel Lucas
Yolande Bottet

Saint Philbert de Grand Lieu

Christophe Martin
Françoise Godart

Saint-Herblain-Est

Sandrine Fleurimont
Ulysse Humbert

Saint-Nazaire-Est

Alain Manara
Catherine Rougé

Saint-Nazaire-Ouest

Yvon Renevot
Esperanza Orquin

Savenay

Jean-Yves Martin
Valérie Létrange

Varades

Didier Potiron
Pauline Fleurimont

Vertou

Michel Gouty
Cécile Hello



**LA DROITE
MÉRITE
UNE BONNE
GAUCHE**

Evènements, culture, idées.

Battre campagne électorale

Paradoxes de "l'apolitisme" en milieu rural/périurbain

La politique dans les espaces ruraux ou périurbains reste un objet de recherche délaissé, alors que ces espaces regroupent l'immense majorité des communes. A travers une pluralité d'approches (politiques, géographiques, sociologiques) ce livre examine les spécificités du pouvoir municipal à l'échelle du village et les évolutions en matière de gestion publique à l'œuvre dans les zones rurales avec les développements récents de l'intercommunalité.

Un chapitre montre d'abord que le vote des agriculteurs doit y être rapporté à la perception de la place que ce groupe estime devoir occuper dans les communes rurales. Selon son auteur, cette perception est sous-tendue par une dimension à la fois patrimoniale (l'espace rural comme patrimoine social hérité), et identitaire (l'espace rural comme marqueur d'une identité professionnelle). Un autre élément omniprésent dans l'accès au mandat électif, notamment de maire, est l'apolitisme, qui « doit à ce titre être pris au sérieux ». L'apolitisme local est d'abord une stratégie visant la production d'un consensus. C'est ensuite une rhétorique qui permet de cacher cette face la plus illégitime de la politique que serait l'appartenance partisane. Quoi qu'il en soit, l'apolitisme est considéré comme l'un des ressorts de l'éligibilité en milieu rural. Alors que les citoyens

semblent souscrire à l'apolitisme municipal, ils ne sont pas pour autant eux mêmes dépolitisés et ne manquent pas de repères idéologiques et partisans, à la fois locaux et nationaux.

Mais d'autres textes examinent aussi la manière dont les partis colorent néanmoins la politique en milieu rural. L'un décrypte par exemple comment le Parti socialiste utilise les maires ruraux comme des auxiliaires, afin d'opérer une dépolitisation stratégique des campagnes et des programmes dans le cadre des élections législatives. Il montre comment les édiles ruraux constituent des ressources stratégiques du Parti socialiste ("La fête des maires" !) en campagnes électorales. Il confirme ainsi que les élus ruraux ne sont pas les seuls à faire un usage politique de l'apolitisme.

Le développement de l'intercommunalité contribue à l'émergence d'une nouvelle figure politique : le "semi-pro-

fessionnel", sorte d'intermédiaire entre le professionnel et l'amateur. « Cette professionnalisation favorise et, réciproquement, est favorisée par la diffusion d'une

tion et de stigmatisation croisées : « les élus se méfiant du jugement d'individus jeunes et qualifiés, qu'ils considèrent comme des technocrates ; en retour, ces derniers, qui ont un statut précaire et sont mal payés, vivent mal de devoir prendre en compte, avec très peu de moyens, les positions jugées archaïques des élus ».

Certes l'exigence d'apolitisme reste un élément caractéristique de la vie politique en milieu rural et périurbain. Les élus pensent y être tenus de garder leurs distances avec les structures partisans. L'interconnaissance, les relations personnelles de proximité avec les élus restent des éléments qui sont très valorisés par les électeurs ruraux, et symbolisent la vie politique des petites communes.

Pour autant, cela ne signifie pas qu'ils se tiennent en marge de tout lien avec les partis, ni que les électeurs prônent l'apolitisme par incompetence politique. La mixité sociale et l'apport de nouvelles générations de néoruraux périurbains est sans doute de nature à changer la donne politique dans les campagnes.

Sylvain Barone, Aurélia Troupel, "Battre la campagne", L'Harmattan, 2010, 294 p., 27,50 €

approche managériale dans l'univers du développement local » inscrit dans une démocratie d'expertise plus délégataire que véritablement représentative, et encore moins participative.

Quant aux rapports entre les élus locaux et les personnels administratifs des communautés de communes, Sébastien Vignon met en évidence les rapports de défiance existant en interne. Avec une double dynamique de socialisa-

Sous la direction de
Sylvain Barone et Aurélia Troupel

BATTRE LA CAMPAGNE

Elections et pouvoir municipal
en milieu rural

Logiques
Politiques

L'Harmattan

LIRE

Géographie et capital

David Harvey, géographe britannique exerçant aux États-Unis, cherche dans ce livre sous-titré « vers un matérialisme historico-géographique », à affranchir la géographie de son statut de discipline subalterne, fragmentée en expertises techniques (cartographie, aménagement du territoire, urbanisme..) directement au service des puissances politico-économiques et étatiques.

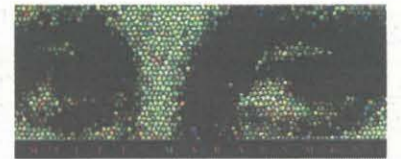
Pour ce faire, il développe sa théorie de la production de l'espace où la question spatiale est perçue comme directement liée aux enjeux des luttes politiques et de la reproduction des rapports de production capitalistes. Sa pensée s'inscrit dans la continuité de problématiques inaugurées par le philosophe français Henri Lefebvre tout en s'en distinguant et en s'en démarquant, à travers la formulation d'une théorie du développement géographique inégal à l'ère de la mondialisation néolibérale.

On trouve notamment chez Harvey un cadre théorique qui aide à penser quelques-unes des questions posées par la mondialisation ; Par exemple, les rapports du global et du local, l'écologie et les questions de justice environnementale, l'actualisation de l'analyse marxiste de la lutte de classe à échelle planétaire ou de l'impérialisme...

Ce livre, reprenant en traduction française divers chapitres et articles publiés entre 1985 et 2009 et est aussi une histoire de la géographie comme discipline, un diagnostic historique des contradictions constitutives de celle-ci, à la fois au service des grands pouvoirs et productrice d'une connaissance du réel potentiellement réappropriable pour une géographie populaire, à des fins d'émancipation sociale.

Où : comment la géographie pourrait-elle servir à autre chose qu'à "faire la guerre" (Y.Lacoste) ou à modeler le monde au gré des impératifs du capital ?

David Harvey, Géographie et capital, Ed. Syllepse, Coll. Mille Marxismes, 2010, 280 p., 22 €



David Harvey
Géographie et capital

Vers un matérialisme historico-géographique
Avant-propos de Thierry Libaert

VOIR...



Parfums de Nantes

Avec cette exposition, il s'agit de sentir, voir et entendre la ville d'hier et d'aujourd'hui en retrouvant objectivement les odeurs du passé nantais, par une recherche dans les archives, les témoignages, et les laboratoires de chimie

pour identifier les anciennes odeurs et les reproduire : houblon sur la Butte Ste Anne, Paille d'or, bitord des chantiers etc.

Puis retracer une géographie olfactive de la ville et faire ressurgir le passé, les odeurs familières, l'atmosphère du quotidien.

Prendre ainsi conscience que Nantes se visite, ses rues se parcourent, mais qu'elle s'écoute, se sent, se ressent. Qu'elle a une identité olfactive. Jusqu'au 18 mars 2011, à la Maison des Hommes et des Techniques, Bd Léon Bureau, 10-12h et 14-17h. Entrée gratuite.

MÉDIAS

Internet et démocratie ?

En démocratie, souligne D.Cardon, l'innovation politique vient de partout, de la société civile comme des enceintes parlementaires. L'appropriation citoyenne d'Internet renverse quelque peu cela, en créant des espaces publics extraparlamentaires, porteurs d'innovation démocratique. « Cette volonté vise à réunifier des univers que les processus de rationalisation et de professionnalisation, conduits simultanément par l'État et le marché, avaient séparés tout au long du XXe siècle ». Jusqu'à présent, la

vérité de la sphère publique, c'est qu'elle était restreinte (Habermas), « avec la profes-

auxquels a été accordé un accès réservé à la parole publique ». Dorénavant, nous assistons

à une forme d'élargissement de l'espace public. Rien de nouveau sous le soleil ? Ces nouveaux acteurs de l'espace numérique ressemblent aux « Ruisseaux des ruisseaux » (Lemieux) qui ont brocardé l'autorité monarchique à la veille de la Révolution française à force de pamphlets, de chansons et de libelles, rappelle Dominique Cardon.

Non, la blogosphère ne nous transporte pas tous en journalistes, intellectuels ou experts, la journalisme

citoyen commentant plus qu'il n'investit... Mais voilà, Internet recèle un modèle de « coopérations faibles » particulièrement efficaces : les communautés de l'Internet ne ressemblent pas aux modèles de communautés de destins traditionnels. Elles résultent, à l'inverse, d'« interactions opportunistes », d'un sentiment collectif au départ souvent faible, et qui, pourtant, peut donner lieu à des dynamiques, à des maillages particulièrement opérants, tant difficiles à détricoter qu'à rendre durables.

C.Fleury D.Cardon, **La démocratie Internet : Promesses et limites**, Ed. Seuil, 2010, 11,50 €

Dominique Cardon
La démocratie Internet

Promesses et limites

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Palestine : l'Europe doit agir !

Le Conseil de sécurité de l'ONU, réuni le 18 février, s'est heurté à un veto américain – le premier utilisé par Obama depuis son accession à la présidence – sur le vote d'une Résolution majeure condamnant la colonisation israélienne. Les 14 autres membres, dont la France et la Grande-Bretagne, ont voté pour. Ce veto est d'autant moins compréhensible qu'il ne fait que reprendre les positions défendues par Obama pendant deux ans face à Netanyahu. Ce texte, selon les Etats-Unis, était inapproprié car il mettait les Nations unies au centre de la résolution du conflit israélo-palestinien tandis que leur approche consiste à souhaiter l'impossible tête à tête des deux parties, sous le patronage américain, pour déboucher sur un accord. Or, cette voie est sans issue. On le sait depuis des années. Reste que les 14 autres membres du Conseil de sécurité ont voté « pour » cette résolution. En particulier les pays européens, dont la France et l'Angleterre, membres permanents du Conseil. Les pays de l'Union européenne se plaignent d'être mis sur la touche. Cela ne suffit pas. Ils doivent désormais passer à l'offensive pour peser sur le cours de choses, et déjà, reconnaître la Palestine dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale.

Notre santé en danger

La mise en œuvre par le gouvernement de la loi HPST-Bachelot-Sarkozy frappe de plein fouet nos hôpitaux, nos maternités, nos centres d'IVG... C'est tout notre service public de santé qui se détériore, tant pour celles et ceux qui en ont besoin que pour celles et ceux qui y travaillent. Les franchises médicales, les déremboursements, les dépassements d'honoraires, les restructurations hospitalières, les privatisations, le démantèlement de la sécurité sociale, la réforme de la dépendance, la mise à mal de la psychiatrie publique... remettent en cause l'accès aux soins pour des millions de nos concitoyens. Des dizaines d'associations, syndicats et l'ensemble des partis de gauche réunis à Paris le 22 janvier, appellent à une journée d'action commune des salariés et citoyens pour défendre notre santé le 2 avril.

Justice : les syndicats claquent la porte

À l'issue de leur rencontre au ministère de la Justice le 25 février 2011, les organisations syndicales des professionnels de la justice se sont déclarées particulièrement mécontentes. Exigeant « des réponses sérieuses en terme de moyens humains et financiers », elles ont claqué la porte en refusant de « participer à une concertation qui n'en a que le nom ». Un mot d'ordre est lancé pour manifester le 29 mars à Paris.

Tunisiens Nantais vigilants

Le 26 février, un groupe de Tunisiens a occupé le local de l'Amicale des Tunisiens à l'Étranger à Nantes pour demander le départ de l'attaché social Marouane Lakhdar et de l'instituteur d'Arabe, Hedi Zenidi, pour leur appartenance au système du régime déchu. Ils ont été contactés par le Consul de Paris, qui a accepté leur revendication et s'est engagé à les consulter avant toute autre nomination de fonctionnaire dans la région de Nantes. Ils ont annoncé leur volonté de créer un conseil local de la Révolution à l'instar des conseils en Tunisie, et appellent la communauté tunisienne à l'étranger à les soutenir dans leur action.

Manifestons le 12 mars !

Le 15 mars, la fin de la trêve hivernale va jeter à la rue des milliers de familles angoissées, sans solution de relogements, ballottées d'hôtels en centre d'hébergements. Avec la flambée des loyers, des charges, des prix de l'énergie, de plus en plus de ménages, surtout les plus modestes, consacrent plus de la moitié de leurs revenus au logement. A cela s'ajoute un pouvoir d'achat dégradé par le chômage, la précarité, le manque de revalorisation des salaires, retraites et aides sociales. La politique du gouvernement rend difficile, voire impossible, l'accès à un logement stable. Il accentue son désengagement financier de la construction sociale et des aides à la personne, et force les bailleurs sociaux à vendre leurs patrimoines, alors que la production de logements véritablement sociaux reste à un niveau très faible. Dans le même temps, il dépense dix fois plus pour soutenir le secteur privé et la spéculation immobilière au détriment du droit au logement pour tous. La Loi Boutin a divisé par trois les délais d'expulsion, et mis en place l'abaissement des plafonds de ressources et la remise en cause du maintien dans les lieux. C'est une véritable et scandaleuse machine à expulser. La loi DALO est totalement inefficace et même des familles reconnues prioritaires sont mises à la rue parce que les préfets n'ont, de toute façon, pas de logements disponibles! Mobilisons-nous face à cette situation ! De nombreuses organisations, dont la CNL et le PCF appellent à manifester le **12 mars** dans toute la France. (15h Place du Change à Nantes), pour: l'arrêt immédiat des saisies et des expulsions, le gel des loyers, charges et prix de l'énergie. la revalorisation des aides au logement, l'abrogation de la loi Boutin et de toutes les mesures de marchandisation du logement social, le respect de la loi DALO et l'application immédiate de la loi de réquisition, la construction de 180 000 logements véritablement sociaux. Et également, le 14 mars à 17h30 devant la Préfecture (un RDV avec le Préfet est demandé).



8 MARS plus que jamais d'actualité

2011: sale temps pour les femmes. Dernière conquête en date, grâce à l'Europe : les assurances se voient interdire les tarifs préférentiels pour les jeunes conductrices ! A quand la mise à l'amende des grandes entreprises pour non respect de l'égalité salariale et professionnelle, ou pour les temps partiels imposés? Il y a pourtant là de vraies discriminations à combattre. Et notre gouvernement n'aide pas. La casse de l'hôpital public va de pair avec la fermeture de nombreux centres IVG. 2010 devait être l'année de l'égalité, selon Sarkozy. Outre qu'il n'en est rien, c'est là qu'est adoptée la réforme territoriale,

qui bat la parité en brèche. En effet le scrutin uninominal du futur Conseiller territorial va liquider l'avancée qui s'était faite dans les régions avec le scrutin de liste. Oui, il y a de quoi se saisir des élections cantonales pour amplifier nos colères et exiger des politiques de pleine égalité. Pour ce faire, les candidats communistes proposent : un ou une élu-e en charge des droits des femmes, au sein des exécutifs départementaux, avec des moyens financiers et humains, le relais et le développement des campagnes d'information et de prévention concernant la contraception et l'avortement, l'action pour le maintien

de tous les centres IVG dans les départements, la mise en œuvre d'observatoires départementaux pour prévenir les violences faites aux femmes, un Centre de ressources départemental permettant d'avoir des bilans d'égalité professionnelle avec l'objectif de

conditionner les fonds publics à la mise en œuvre d'une égalité réelle, accompagné d'un comité de veille composé de femmes des quartiers, de militantes associatives, syndicales... Portons ces exigences au plus haut niveau dans les urnes !

Ceux qui luttent gagnent !

Durant 5 jours, les salariés d'Impérial Tobacco ont mené l'action dans le

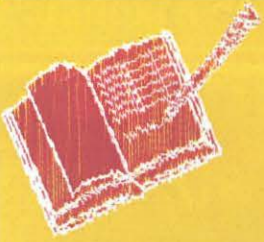


cadre de la Négociation Annuelle des salaires. Sur le site de Carquefou, ils ont agi 24h/24 par tranches de 2 heures pour pouvoir durer sans trop d'impact en retenues de grève. RIOM et LE HAVRE en faisaient de même. Ainsi, pas un camion ne rentrait ni ne sortait. La direction qui comptait sur l'essoufflement a du revoir sa copie. Le 2 mars, elle accorde une prime de transport de 100€ Net, et la reprise des négociations sur la valeur du point, si l'inflation dépassait les 2,2% déjà acquis pour 2011. Clairement et collectivement, les salariés se sont fait entendre de leurs riches actionnaires. A 1000 km de là, les Postiers du centre de distribution du 2° arrdt de Marseille ont gagné eux aussi ! Après 139 jours de grève, ils ont fait plier la direction nationale de la poste qui voulait leur imposer une restructuration du bureau et y introduire des intérimaires. Une unité et une détermination extraordinaires des facteurs et cadres en lutte 139 jours durant, une section CGT locale organisée, une solidarité d'intérêt recherchée avec les populations,

les élus, les postiers et autres salariés, et c'est, au final, la politique de la direction de La Poste qui se trouve remise en cause. Ainsi, le centre conserve l'intégralité de ses emplois 2010 sur 2011. La direction voulait imposer le recours massif à l'intérim pour couvrir les absences, elles seront couvertes par un Volant de Remplacement équivalent au quart de l'effectif et l'embauche si nécessaire de CDD longs. La direction a tenté, durant la grève, de négocier la mise en place de « Facteurs d'avenir », les postiers reprennent le travail sur leur organisation initiale, avec des horaires à 32h00 et un samedi de repos sur 2. La direction a tenté d'épuiser les grévistes mais les conditions négociées de reprise et la solidarité financière limitent considérablement le préjudice financier. En lutte pour la préservation du service public et des conditions de travail, les Postiers du 2^{ème}, dans un environnement social difficile et face à une direction qui, du national au local, espérait les briser, remportent une incontestable victoire.



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Canton d'Orvault

Jeudi 10 mars : Réunion publique avec les candidats PCF, centre stévin à la Bugallière à Orvault, 20H30.

Canton de Guémené Penfao

Jeudi 10 mars : Réunion publique avec les candidats du PCF, centre médico social de Guémené à 20H.

Canton de Clisson

Vendredi 11 mars : Café citoyen avec les candidats du PCF, à 19H30 au café Santa Fe de Gorges à 19H30.

Amicale Châteaubriant Voves Rouillé

Samedi 12 mars : Assemblée générale de l'Amicale à 9H30 à l'Hôtel de Ville de Paris.

■ Banquet JC « Afrique du Sud »

De retour du Festival Mondial de la jeunesse et des étudiants qui s'est déroulé en fin d'année 2010 à Pretoria en Afrique du Sud nos deux camarades Pauline et Pierre, ont eu l'occasion de nous faire partager leur formidable expérience. Le Vendredi 25 Février 2011 s'est donc déroulé à la fédération un banquet convivial et fraternel. **En effet, alors qu'un vent d'espoir souffle sur les pays du Maghreb et du Moyen-Orient et que les dictateurs accrochés au pouvoir depuis des dizaines d'années tombent, l'expérience Sud-Africaine de nos deux camarades de Loire-Atlantique résonne avec d'autant plus de force.** Plusieurs interventions ont animé cette soirée, l'accent a notamment été mis sur la richesse des différentes rencontres et « bilatérales » avec les différentes organisations de jeunesse qui ont parsemé leur voyage. Les premières prises de paroles ont permis de faire un bref historique de ce festival unique en son genre, « *C'est en 1947 à Prague qu'est créé le FMJE. Deux ans après la fin de la deuxième guerre mondiale, c'est sous la résistance au nazisme que naît ce qui deviendra par la suite le plus grand rassemblement de jeunes au monde. Dès lors c'est un nouveau combat qui s'annonce, celui de la lutte pour l'Indépendance des colonies* ». Autour d'un agréable repas



originaire du continent Africain différents films réalisés par la délégation des Jeunes Communistes de France ont été projetés. Une jeunesse combative, intelligente et déterminé nous est apparue et s'était donnée rendez-vous à ce FMJE. Preuve en est, à l'inauguration de celui-ci se sont plus de 8000 jeunes d'organisations progressistes et révolutionnaires du monde entier qui se sont rassemblés. Par ailleurs moment fort de la soirée, lors de l'évocation de la rencontre et des débats avec les jeunes Sahraouis. Les délégués de Loire-Atlantique ont pu nous sensibiliser et démontrer comment cette rencontre fut pour eux un moment fort du séjour. **Très peu connu en France et dans le monde, la situation du Sahara occidental est symbolique et révélatrice de la situation de bon nombre de peuples à travers le monde et du silence complice de nos gouvernements.** Comme ont pu nous le rappeler Pauline et Pierre « *un campement, celui de Gdeim Izik, construit pour dénoncer la répression et la dégradation de leurs conditions de vie et de travail a été encerclé puis incendié et détruit, les Sahraouis battus et pourchassés* ». Le cas du Sahara ne doit pas cependant occulter l'ensemble des luttes qui se déroulent à travers le monde entier, en Palestine notamment. Ce banquet a donc clairement fait la preuve de l'engagement internationaliste toujours au centre des activités des jeunes communistes de Loire-Atlantique et de France en général. C'est en développant ainsi notre conscience du monde que notre combat ici et aujourd'hui deviendra toujours plus pertinent et partagé par la jeunesse ! Enfin, ce slogan qui a rythmé leur voyage et notre soirée « **Vaincre l'impérialisme, pour un monde de paix, de solidarité et de transformation sociale !** »

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU

Commission paritaire : N° 0310 I 86504

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Jérôme TURMEAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Yannick CHENEAU

Pedro MAIA

Jean-Yves MARTIN

Mireille PERNOT

Yann VINCE



Vite lu...

■ Mirage



■ Nécrologie

Nous avons appris le décès de notre camarade René Magré, militant de terrain aux chantiers il fut un défenseur tenace des idéaux communistes et un farouche promoteur d'une vision progressiste de l'industrie navale à St Nazaire. Il fut également élu communiste à Saint-Nazaire de 1977 à 2005 où il fut adjoint au maire lors de son dernier mandat. Nous présentons à sa famille et ses proches nos plus sincères condoléances.



En première ligne contre le FN ! Robin Salecroix

8 Une chose est sûre, la présence médiatique du Front National et de son nouveau porte-parole Marine Le Pen est chaque jour un peu plus prégnante. Sous ses airs angéliques de jeune femme blonde, nous le savons, se développe des idées antisociales et à rebours de ce que veulent véritable-

ment les Français. Alors que leur première des priorités est l'emploi, Mme Le Pen offre comme seule analyse et unique perspective l'arrêt pur et simple de l'immigration légale ou illégale. Il est donc essentiel pour les communistes jeunes et moins jeunes de mettre au jour la réalité des politiques proposées par l'extrême droite. Car en y regardant de plus près voici en substance leur programme : promotion de la retraite à 65 ans et par capitalisation pour tous, retour aux 39 heures, diminution de l'impôt sur la fortune pour les plus riches, recul du droit de grève et diminution des allocations chômage... Est-ce cela qu'attendent les français ? **Les moyens d'une politique audacieuse existent. L'argent coule à flot dans les caisses des banques et sur les marchés financiers.** Pour désintoxi-

C'est en étant force de proposition avec une alternative crédible que nous serons d'autant plus efficace contre les dérives fascisantes des Le Pen et consorts

quer l'économie de la finance et offrir à tous, notamment aux plus jeunes la dignité et les moyens de leur émancipation nous voulons par exemple la taxation des stocks options et des revenus financiers, la suppression du bouclier fiscal et des exonérations de cotisations patronales, ainsi que l'élargissement de l'assiette des cotisations. C'est en étant force de proposition avec une alternative crédible que nous serons d'autant plus efficace contre les dérives fascisantes des Le Pen et consorts. **Pointons donc du doigt les contradictions frontistes, soulignons l'inefficacité de leur propositions et l'intérêt qu'ont les citoyens à leur faire barrage.** Ce que propose le Fn c'est la division érigée en système, le chacun pour soi

comme seul horizon et la haine irrationnelle de l'étranger. Le danger est réel, il y a quelques jours encore des jeunes communistes de l'Isère ont été agressés dans leur propre local par les sbires du front national. Les JC de Loire-Atlantique condamnent donc avec fermeté ces actes et les idées défendues par ce parti ainsi que toute action anti démocratique et acte de violence à l'encontre de nos camarades et des citoyens en général. **Ainsi, nous resterons inlassablement en première ligne pour combattre leurs représentants et faire prendre conscience du danger que représente le F-Haine !**

efficace contre les dérives fascisantes des Le Pen et consorts. **Pointons donc du doigt les contradictions frontistes, soulignons l'inefficacité de leur propositions et l'intérêt qu'ont les citoyens à leur faire barrage.** Ce que propose le Fn c'est la division érigée en système, le chacun pour soi

comme seul horizon et la haine irrationnelle de l'étranger. Le danger est réel, il y a quelques jours encore des jeunes communistes de l'Isère ont été agressés dans leur propre local par les sbires du front national. Les JC de Loire-Atlantique condamnent donc avec fermeté ces actes et les idées défendues par ce parti ainsi que toute action anti démocratique et acte de violence à l'encontre de nos camarades et des citoyens en général. **Ainsi, nous resterons inlassablement en première ligne pour combattre leurs représentants et faire prendre conscience du danger que représente le F-Haine !**

